

# Trait d'Union

Le bulletin des membres  
et des militants du RWF-RBF

Belgique – België  
P.P.  
1420 Braine-l'Alleud  
n°6/68910

## RASSEMBLEMENT WALLONIE – FRANCE Rassemblement Bruxelles – France



- **Nous tenons bon!**
- **Europe : le RWF exigera le referendum**
- **Le passé nazi des Somers**
- **Défaite pour la démocratie en Wallonie**
- **Carottes et boudin compote**
- **Démocratie à la sauce belge**

Trimestriel – Quatrième année  
n° 18 – Edition décembre 2003  
Parution : mars – juin  
septembre – décembre  
Bureau de dépôt : Braine-l'Alleud  
Editeur responsable :  
Paul-Henry GENDEBIEN  
38, rue du Lorgnon – 4990 Lierneux  
<http://www.ifrance.com/rwf>  
Courriel : [rwf@ifrance.com](mailto:rwf@ifrance.com)

# Nous tenons bon !

*L'éditorial de Paul-Henry Gendebien, Président du RWF-RBF.*

Le gouvernement Verhofstadt II ne gouverne pas : il se contente d'occuper les ministères, tétanisé par l'incertitude du lendemain, craignant tel un locataire en sursis une expulsion déshonorante après les élections de juin 2004. Ses valises sont à portée de main. Le couple violet s'installe dans la querelle, chacun soupçonnant l'autre de quelque infidélité future. Le ménage a tout dépensé au cours des bonnes années, il n'investit plus rien et commence à commettre de petits larcins (ainsi du hold-up sur les fonds de pension Belgacom). Au nom de l'ultralibéralisme ambiant, il espère tout d'une reprise économique qui viendrait d'ailleurs et se plante dans l'inertie.

Et ce n'est pas la récompense qu'il propose à l'incivisme fiscal qui transformera les capitaux cachés au Luxembourg en investissement dans la création et dans l'innovation. Miné par ses propres contradictions, voici donc un gouvernement qui sombre déjà dans l'impuissance.

Le spectacle est misérable : l'autorité de l'Etat, ou ce qu'il en subsiste, ne cesse de se délabrer. La fonction régalienne de la justice a été tournée en ridicule au cours du procès Cools. L'administration, chamboulée par une réforme Copernic scandaleuse, est livrée aux démons de la participatie triomphante. Les grands services publics tels que la Poste, l'Enseignement, les Chemins de fer, dont le rôle est encore plus vital en période de vaches maigres, sont menacés dans leur substance même, en Wallonie surtout.

Et l'opinion, résignée, ne croit plus guère aux promesses cyniques du pouvoir et notamment à cette annonce grotesque de la création de 200.000 emplois.

L'incurie et la désunion qui règnent à la rue de la Loi pourraient conduire à une autre coalition en juin prochain. C'est en Flandre que le paysage politique paraît le plus instable. Il n'y a ici aucune grande force politique qui serait vraiment dominante : les quatre principaux partis (VLD, SP-A, CD&V, VB) se partagent l'électorat en parts à peu près égales, chacun s'adjudgeant entre 19 et 23% des votes...

A eux seuls, libéraux et socialistes ne détiennent pas la majorité absolue. Une nouvelle progression du Vlaams Blok pourrait amener une tripartite avec les sociaux-chrétiens. Ceux-ci, de plus en plus inspirés par les thèses nationalistes et séparatistes, et tenaillés par le Blok, feraient inévitablement payer leur participation par de nouvelles « avancées » autonomistes. Aussi la logique du démembrement de l'Etat belge poursuivra-t-elle sa marche en avant, avec l'accord empressé du VLD et du SP-A. Ne perdons pas de vue que MM. De Gucht et Stevaert ont accueilli les beaux restes de l'ancienne Volksunie, ce qui démontre la banalisation du nationalisme au sein même des partis traditionnels flamands. Se prépare donc un nouvel affrontement majeur entre une Flandre de moins en moins désireuse de « payer pour les Wallons » et une Wallonie en liberté surveillée, dépourvue de toute vision de son avenir et frileusement rivée à ses pseudo-certitudes belgicistes.

A n'en pas douter, les difficultés économiques que connaissent certains secteurs flamands ne sont pas seulement conjoncturelles. Elles ont aussi une dimension structurelle. A savoir que les avantages comparatifs dont la Flandre a pu se targuer naguère ne constituent plus nécessairement une assurance contre les restructurations et les délocalisations d'entreprises. Celles-ci frappent désormais la Flandre elle-même en raison de l'affaiblissement de l'Etat, de l'inertie de la Commission européenne, et d'une mondialisation de plus en plus sauvage.

Il en résulte que le déjà vieux cahier de revendications flamandes (un maximum d'autonomie économique et sociale, et un minimum de solidarité avec les Wallons) se trouve naturellement conforté par l'affaire de Ford Genk.

Aux yeux de la Flandre, le remède à des désastres de cette espèce ne réside pas dans un retour à « davantage de Belgique » mais bien au contraire à « davantage de pouvoir flamand ».

Wallons et Bruxellois doivent garder les yeux ouverts. Hélas, pour ne pas déplaire à leurs coreligionnaires du Nord, les ministres PRL-FDF-PS ont choisi la ligne molle. Le dossier de la SNCB en est une illustration percutante : le dépeçage annoncé de la société prélude à la régionalisation des infrastructures, et la liquidation de 10.000 emplois se fera majoritairement en Wallonie.

Les eaux basses de la politique belge exhalent un insupportable parfum de médiocrité, d'absence de projet mobilisateur. Mais elles ne sont pas des eaux dormantes. De nouvelles et violentes tempêtes se préparent dans les profondeurs du pays flamand. Elles éclateront à l'approche du scrutin de juin 2004, et surtout au lendemain de celui-ci. Le fédéralisme, dit d'union, laisse la Flandre mécontente et frustrée. Le long et lent naufrage belge va connaître une étape supplémentaire. La sagesse politique voudrait que la Wallonie et Bruxelles se tiennent prêts à prendre en main leurs destinées, toutes leurs destinées. Nos partis de pouvoir semblent préférer la gestion du provisoire, au jour le jour. Inlassablement, le RWF-RBF poursuivra sa grande et nécessaire mission, celle d'inciter les Wallons et les Bruxellois à se tenir enfin debout. Notre programme et nos listes électorales pour 2004 sont en chantier. Il faut qu'on le sache et qu'on le dise : notre détermination est intacte et nous tenons bon!

*Paul-Henry Gendebien*



**TRAIT D'UNION** est envoyé **GRATUITEMENT**  
à 3.000 adhérents ou sympathisants.

**Toute contribution est donc la bienvenue !**

Vous voulez renouveler votre cotisation (2004 approche...)?

Vous désirez vous affilier au RWF-RBF?

Versez à l'aide du bulletin ci-joint la somme de 18 euros  
(9 euros pour les retraités, chômeurs ou étudiants)

**ON PEUT VERSER DAVANTAGE!**

*Compte RWF-RBF : 000-0700633-02*

# **Nous avons lu pour vous...**

**« L'évaporation belge, droit dans les yeux »**

De notre ami Marc De Mideleer, un excellent et lucide article publié dans La Libre (27.10.2003). On y lit notamment : « ...Belge, le Flamand ? Son refus absolu de recapitaliser la Sabena bis (SN Brussels Airlines) est exemplaire. L'establishment flamand ne lève pas le petit doigt pour défendre l'ancrage belge (...). L'ancrage flamand reste, en revanche, un objectif prioritaire. Inconcevable dans une vraie nation comme la France ou la Hollande. (...)

La Flandre d'aujourd'hui, de tradition catholique, vénère le Veau d'or. Elle tient d'Harpagon et de Tartuffe pour ses discours de « loyauté belge ».

La naïveté wallonne et bruxelloise, leur quête apeurée d'un « cocon » belge sont pain bénit pour nourrir les desseins autonomistes de la Flandre sous fausse barbe belge. Ainsi déguisée en tricolore, la Flandre du clan de l'Europe des riches ne poursuit qu'un objectif : le chacun pour soi selon ses moyens, repliée derrière son Mur... »

**« Quelle patrie ? » se demande Albert Jacquard**

Dans son livre « A toi qui n'est pas encore né(e) », le grand scientifique et philosophe français Albert Jacquard pense que « *La France n'est pas vraiment un territoire, mais une façon de communiquer. Etre Français, pour moi, c'est parler la langue utilisée par une vaste assemblée où l'on rencontre Montaigne et Pascal, Senghor et Antonine Maillet et où l'on échange des idées nées en chacun grâce aux mêmes mots. Je me sens Français comme un Wallon, comme un Québécois, comme un Suisse romand autant que comme un Breton ou un Jurassien. Je ne me sentirais pas moins français si, au lieu de naître à Lyon, j'étais né à Liège, Chicoutoumi ou à Gruyère...* »

**René Haquin : « Un pays en état de divorce »**

Les palinodies observées dans le déroulement du procès Cools n'étonnent que ceux qui n'ont pas encore compris que plus rien à peu près ne fonctionne en Belgique. En tout cas, elles n'étonnent plus René Haquin, journaliste au Soir et spécialiste des questions judiciaires. Interrogé sur *Matin Première* le 27 octobre dernier, René Haquin explique :

*« Ma réponse est simple : je pense que nous vivons dans un pays qui ne parvient plus à s'organiser. (...) Depuis 50 ans, ce pays est en état de divorce entre le Nord et le Sud, il n'y a plus guère de compréhension, on n'a pas la même notion de la Justice, pas la même notion d'application des méthodes policières (...) c'est un problème de disfonctionnement structurel ».*

### **Marc Philippe et l'enseignement**

Dans le n° 51 de la revue Wallonie-France, Marc Philippe (Vice-Président RWF) demande à juste titre « une meilleure maîtrise de son enseignement par la Wallonie ». Il ne faut pas pour autant, écrit-il, « brûler la Communauté française » mais il faut la responsabiliser en en faisant un « fournisseur de services » aux régions de Wallonie et de Bruxelles sur la base d'un cahier des charges (normes et objectifs) défini par les régions.

Cette position équilibrée rejoint celle qu'exprimait notre Président Paul-Henry Gendebien dans Le Vif-L'Express du 19 septembre 2003 :

*« Même si la Communauté française est un pouvoir bancal qui laisse profondément insatisfaits tant les Wallons que les Bruxellois, ce n'est pas pour autant que se justifie « l'extermination » de ladite communauté, comme le suggère M. Fontaine. Car elle demeure le seul lien de convergence entre la Wallonie et Bruxelles (...). Ce n'est pas à quelques encablures de la fin de l'Etat belge que l'on peut se permettre encore une fois d'affaiblir les francophones d'une part, de faire croire que le fédéralisme belge serait améliorable d'autre part. »*

## Vlamingen geven 3,6 procent inkomen aan Walen en Brusselaars

ISSEL — De financiële geldmen — „de transfers” — van mderen naar Wallonië en sel zijn weer aan het stijgen. nderen gaf in 2002 5,4 mil-

sioneerden sneller toenam in Vlaanderen dan in de andere deelstaten. Die trend gaat nog door, maar hij wordt gecompenseerd doordat Vlaanderen sinds 2000

maal in de betaalde sociale bijdragen. Dat resulteert in een geldstroom van 2,91 miljard euro van Vlaanderen naar Wallonië en Brussel.

se minister-president was, bel de die cijfers te laten narekt door de Vlaamse universiteit. Daarvan werd na de verkiezing niets meer gehoord.

**« Les Flamands donnent 3,6 % de leurs revenus aux Wallons et aux Bruxellois ».** Le Standaard (5.11.2003) à propos des « transferts nord-sud ». Régulièrement, la presse flamande fait passer les Wallons pour de vulgaires profiteurs...

# Europe : le RWF exigera le referendum.

M. Di Rupo – l’ami d’Albert et de Paola – refuse l’organisation d’un referendum qui porterait sur la nouvelle « Constitution » européenne (qui a beaucoup plus d’inconvénients que de mérites). Pas étonnant ! Depuis 1950, on n’aime pas du tout (mais alors, pas du tout !) l’idée d’un referendum. M. Di Rupo, par voie de conséquence, dit tout haut ce que l’on pense tout bas au Palais royal. C’est pourquoi le Président du PS (pauvre socialisme) a déclaré : « Un referendum pourrait conduire à un déchirement du pays ! ». Donc pas de referendum, pas de démocratie, pas de transparence dans la construction de l’Union. S’étonnera-t-on, dans ces conditions, de l’hostilité croissante à cette Europe-là en Wallonie ?

Quant à M. Armand De Decker, président belge du Sénat, il pense que les électeurs ne devraient pas être consultés parce qu’ils n’ont pas la connaissance ni la conscience des problèmes qui sont en jeu !

L’oligarchie belge a peur du peuple et veut le mener par le bout du nez. Elle pense que l’Europe est un sujet tabou, réservé à « ceux qui savent »... Il est urgent de dire « non » à ce type de comportement.

C’est une des raisons pour lesquelles le RWF présentera une liste aux élections européennes de juin 2004. Le RWF exigera bien entendu le referendum. Non seulement sur ladite « Constitution » mais également sur chacun des élargissements à de nouveaux Etats et, en particulier, sur le cas de la Turquie dont l’adhésion est imposée par les Etats-Unis avec l’approbation empressée et servile de MM. Verhofstadt et Michel.

Ajoutons que MM. Di Rupo et Michel ont accepté sans contrepartie de diminuer d’une unité le nombre d’élus francophones qui iront siéger au Parlement européen. On ne comptera plus que 9 Wallons et Bruxellois pour 14 Flamands et 1 germanophone.

Se trouvera-t-il un seul parlementaire pour dénoncer cette nouvelle capitulation ? Se trouvera-t-il un seul média francophone pour s’étonner ? Poser les questions, c’est y répondre ! Ah... si la Flandre avait dû céder un siège, les éditorialistes flamands auraient fait sonner le tocsin... Décidément, s’il existe des taux de croissance élevés en Wallonie et à Bruxelles, c’est bien ceux du conformisme de la presse et de l’esprit de soumission des « élites ».

# Le passé nazi de la famille Somers

*par Joël Goffin*

On imagine mal à quel point la Flandre évolue vers une société aux valeurs conservatrices de plus en plus affichées. Le Soir s'est cru obligé de décrire le nouveau Ministre Président comme faisant partie de « cette génération d'hommes politiques flamands qui se veulent proches des gens. Sans tabous, sans œillères, sans carcan ». C'est tellement vrai que Bart Somers, après avoir juré ses grands dieux à ses concitoyens de rester bourgmestre de Malines jusqu'en 2006, a tout de suite répondu présent à l'appel de Karel De Gucht lui demandant de remplacer un Patrick Dewael monté au fédéral (le Knack voit en Dewael, l'ami des Wallons, notre futur Premier Ministre).

Bien entendu, la presse francophone subsidiée ne veut pas savoir que la nouvelle star flamande ne cache pas le passé nazi – il n'y a pas d'autre mot – de la famille Somers. Ainsi, lors d'un entretien accordé à Humo (l'équivalent du Télémoustique) début octobre 2002, il confiait sans état d'âme que sa famille possédait de profondes racines flamingantes. Les « racines flamingantes », c'est dans les faits un grand-père président d'arrondissement du VNV, le pendant de Rex, et deux tontons : Jan, actif dans la Volkssturm à Lippstadt et Karel, volontaire du front de l'Est dans la Légion flamande. Après le débarquement allié, toute la famille Somers se réfugie en Allemagne. Le grand-père compte fermement participer à l'opération Festung Flandern, soit la reconquête de la Flandre par Hitler, avec l'appui des milices flamandes. On le voit, Papy Somers était un jusqu'au-boutiste. Pour l'anecdote, Jan est inhumé dans un cimetière militaire allemand. A la Libération, Karel sera condamné à mort (une peine qui se résumera en fait à... cinq ans de prison). Le père de Bart, Joos Somers sera le seul à se lancer dans la politique après-guerre. La motivation profonde de son engagement : obtenir l'amnistie des collaborateurs flamands. Il est en effet convaincu que l'establishment belge a traité injustement sa famille ! Sénateur Volksunie de 1974 à 1988, il connaîtra les vives tensions du Pacte d'Egmont. Ces avatars parentaux ne transforment évidemment pas le Premier flamand en fasciste mais ils auraient dû l'inciter à la vigilance dans le choix ses relations.

Il se fait qu'un certain Ward Steffens a créé en 1995 un comité, avec le soutien officiel du Sint-Maartensfonds (les anciens du front de l'Est), du Davidsfonds et de jeunes nationalistes flamands (VNJ). Ce beau monde se pro-



pose de donner une orientation radicale à la commémoration de la bataille des Eperons d'Or à Malines. Tous jurent fidélité à l'identité de la Flandre qu'ils souhaitent voir indépendante le plus vite possible. Sur son site, Ward Steffens, 7ème candidat du Blok au sénat en 1999, se vante de la participation officielle du bourgmestre de Malines aux éditions 2001 et 2002.

En 2003, suite à sa promotion, Somers se fait remplacer par son ami Koen Anciaux, le bourgmestre faisant fonction et le... frère de Bert Anciaux. On se souvient que l'ancien ministre Johan Sauwens avait dû démissionner pour avoir assisté à une réunion du Sint-Maartensfonds. Interrogé par le Morgen au sujet de sa présence à la commémoration radicale des Eperons d'Or, Bart Somers répond que cela ne lui pose pas de problème de conscience dans la mesure où aucun membre du Sint-Maartensfonds n'a pris la parole lors de la cérémonie!

La ville de Malines semble d'ailleurs favoriser le faste croissant de la manifestation puisqu'elle met à la disposition du sulfureux comité le théâtre de la ville. Toujours sur le site du Guldensporenkomitee, on découvre une assemblée nombreuse sous le calicot « Vlaanderen wordt Staat » (La Flandre devient un Etat). Tout cela témoigne des amitiés malsaines qui lient une frange de la droite conservatrice au Vlaams Blok et aux représentants d'un passé collabo qu'une certaine Flandre s'obstine à cautionner.

Toujours dans les mêmes eaux troubles, le Laatste nieuws (14.11.2003) observe que le VLD Hugo Coveliers, le CD&V Marc Van Peel et le Blokker Frank Vanhecke s'entendaient à merveille lors des débats sur le droit de vote des étrangers, comme si les larrons pressentaient l'émergence d'une majorité résolument conservatrice en Flandre, après les élections régionales.

La veille du onze novembre (!), au nom du CD&V, Yves Leterme, en termes voilés, et Piet De Crem, plus franchement, déploraient le cordon sanitaire. Les francophones doivent donc s'attendre à la participation imminente du Blok à plusieurs niveaux de pouvoir. Louis Michel interdira-t-il à ce moment la visite du zoo d'Anvers ? Les partis francophones officiels mobiliseront-ils massivement leurs troupes pour contrer l'extrême droite flamande ? On peut toujours rêver. Il est vrai qu'il est plus aisé de battre le pavé bruxellois contre le succès de Le Pen à Paris (350 km) que de descendre sur Mechelen-Malines (20 km) pour clamer sa fermeté sur les principes fondamentaux de la démocratie!

# A propos des 5 % : nouvelle défaite de la démocratie !

Au cours de la réunion de son Bureau exécutif, le RWF-RBF a dénoncé la volonté de la majorité socialo-libérale de modifier une nouvelle fois les règles du jeu électorales, à l'avant-veille d'un scrutin. Les partis officiels font ainsi la preuve d'une hypocrisie exceptionnelle.

D'une part, ils prétendent lutter contre les partis liberticides (Vlaams Blok, FN) en menaçant de leur supprimer les financements publics (mais attendons les actes...) et d'autre part, ils veulent établir un seuil d'éligibilité de 5 % des voix pour les élections régionales, ce qui ne gênera pas le Vlaams Blok ou le FN.

Le prétexte de la nécessité de lutter contre l'émiettement du paysage politique est fallacieux. Il s'agit en vérité d'éliminer toute concurrence et toute émergence de formations politiques nouvelles. Les partis officiels s'en prennent ainsi, sans oser le reconnaître, à la N-VA et aux Verts flamands, ainsi qu'à des partis nouveaux tels que le RWF, le CDF ou Vivant.

La démocratie n'y gagne pas, ni la liberté, ni la citoyenneté.

En tout état de cause, le traficotage des partis officiels n'empêchera nullement le RWF-RBF de poursuivre sa mission et de présenter des listes aux élections régionales et européennes.



## Nouveaux Bureaux d'arrondissement

Le renouvellement statutaire des Bureaux suit son cours. Vous trouverez ci-dessous la composition de trois d'entre eux. Les autres seront publiés dans notre prochain numéro.

### Arrondissement du Brabant Wallon

Président : Claude THAYSE - Vice-Présidents : Laurent BROGNIET et Brigitte BRACQUE – Secrétaire : Joël GOFFIN – Trésorier : Jacques DEHAES – Médias : Pierre BARY – Archivage de la presse (pour tout le RWF) : Mireille MICHAUX – Responsable Brabant Wallon est (Wavre) : Laurent SCHMITZ –

Responsable Brabant Wallon ouest (Nivelles) : Jean-Marc SPITAEELS.

## Arrondissement de Bruxelles (RBF)

Président : Marc WILMET – Vice-Présidents : Edouard SCHUMACKER – Vice-Présidente à désigner – secrétaire : Jean-Paul ROOS – Trésorier : Philippe ERNOTTE – Propagande : Philippe LENAERTS – Cellule « Programme électoral » : Jacques ROGISSART et Jean-François GOOSSE.

## Arrondissement du Luxembourg.

Président : Francis THIRY – Vice-Présidents : Alain SWIDERSKI et René HERMAN – Secrétaire : Eric BRIDE – Trésorière : Christine THOMASSET.

**La Revue Wallonie-France** est une revue bimestrielle réunionniste et pluraliste. En vous abonnant, vous la soutiendrez!

Abonnement simple : 15 euros - soutien : 20 euros - étudiant : 8 euros

Compte 068-2271983-76 – Wallonie-France – 4130 Tilff

Contact : M. Jacques Liénard (04/253.26.47)

A commander en souscription : Le français, une aventure, un avenir.

Ouvrage collectif consacré à la langue française et à sa place dans le monde.



Dessin de Jacques Liénard (Wallonie-France n° 49 – juillet-août 2003)

# **Carottes, boudin compote... et les questions qu'on ne pose pas !**

*par Philippe Ernotte, membre du Bureau d'arrondissement de Bruxelles.*

Qu'est-ce qu'un citoyen de bonne volonté peut comprendre à la politique lorsqu'il l'entend à la radio ? Faute d'enquête sociologique sur cette question, tentons d'y répondre, humblement, pour nous-mêmes.

Je terminais d'éplucher mes carottes, l'autre midi, l'heure du repas approchant, et sur la première chaîne de la radio publique avait lieu ce que, par habitude et paresse d'esprit, on appelle encore d'ordinaire un débat politique, même si l'idée qu'on se fait a priori d'un débat — l'alternance des tours de parole, le respect de l'autre, l'échange d'arguments, la recherche constructive d'une issue — ne semble plus guère le souci des participants ni du journaliste modérateur, fût-il de service public, en particulier lorsque les thèmes de discussion sont politiques et que les intervenants sont des professionnels de la politique. Le débat du jour était à l'évidence de cette espèce-là, offrant davantage de similitudes avec une compétition sportive, et pas de n'importe quelle espèce : un match verbal penchant moins vers le ping-pong, le tennis ou le volley-ball que vers la savate ou le karaté. Bref c'était le genre de chose qu'on écoute comme malgré soi d'une oreille non pas réellement distraite mais semi-consciente, filtrante, sélective. Pour sortir de notre rêverie, on attend que soit prononcé l'un ou l'autre mot-clé, un peu comme attend une Belle au bois dormant.

Ce jour-là, le débat opposait un ministre du Gouvernement de la Communauté française, monsieur Pierre Hazette, à un contradicteur assez véhément dont l'identité échappa d'abord à mon attention. La question en revanche interpellait par son intitulé publicitaire, « Les écoles pour caïds », dont j'arrivai à percevoir qu'il visait des jeunes gens violents en difficulté ou en décrochage scolaire que le ministre souhaitait voir poursuivre leur scolarité dans des établissements adaptés plutôt que de les laisser courir les rues. Le projet semblait raisonnable, courageux, presque généreux bien que sans doute non dénué de calcul politique. D'autres solutions moins spectaculaires semblaient exister mais justement — c'est du moins ce que je crus comprendre en épluchant mes carottes — s'agissait-il de frapper l'opinion avec une formule spectaculaire. C'est ce qu'avait dit l'un ou l'autre et je ne sais pas si c'était le ministre, le journaliste ou le contradicteur véhément. Du reste, terminer les carottes, et réussir la recette, m'importait autrement.

Toutefois, l'idée me traversa l'esprit que la complexité d'un pareil sujet, l'école des caïds, ne le prédisposait pas à un traitement radiophonique sur le mode du débat, mais plutôt à une émission au long cours basée sur un ouvrage bien sérieux, comme celle d'Arguments coincée dans la niche du dimanche matin quand les uns dorment encore et que les autres sont partis sur les routes rejoindre leur terrain de foot. De fil en aiguille, l'idée germa que le débat du jour était peut-être conçu pour intéresser l'auditeur moyen (statistiquement aussi distrait que moi, ou peu coopératif comme les habitués des matchs de foot ou de tennis), donc non pas par son fond mais plutôt par sa forme, une savante dérégulation permettant de vite tourner au pugilat était la meilleure recette pour susciter un tel intérêt.

Après moins de cinq minutes, la petite musique du débat de sourds tourna au vinaigre, le ton devenant celui de l'invective. Par principe (purement car il n'entre là aucune reconnaissance), je suis favorable au respect de la fonction ministérielle. Sans cela, comment espérer en changer ? Exaspéré par la conduite erratique du débat imprimée par ce journaliste new look de service public, j'étais sur le point de tourner le bouton du poste quand je compris que l'opposant véhément n'était pas, comme je l'avais d'abord cru, l'un de ces « représentants du monde associatif » supposés incarner la société civile plus légitimement que personne — un médiateur, un assistant social dont le « parler vrai » compensait l'élocution brutale due à un capital culturel rudimentaire — mais n'était autre que monsieur Jean-Marc Nollet, naguère ministre lui aussi et même collègue du premier au sein du Gouvernement communautaire Arc-en-ciel « socialo-libéralo-écolo ».

Je dis *naguère* car, à l'entendre, j'en avais précisément déduit qu'il venait de quitter le gouvernement ! Était-ce une démission personnelle ou un retrait en bloc de son parti Écolo ? Quand l'affaire s'était-elle produite ? Je méditais déjà sur la perte de crédit du jeu politique partisan qui autorisait maintenant des relations aussi peu civiques entre partenaires d'hier, et m'efforçais de me représenter concrètement la couleur résultant de cet « arc-en-ciel » métaphysique, quand ledit Nollet fut gratifié du titre de ministre. Il l'était donc encore, et c'était lui qui plongeait les auditeurs en pleine scène de ménage entre deux de nos trois ministres de l'Enseignement.

Le ministre Écolo est l'emblème de ce que la distribution des rôles en politique est plus complexe que ce que laisse penser la répartition des étiquettes, et que le populisme, loin d'être l'apanage des vieux partis, est aussi une arme

écologique. J-M. Nollet, qui s'était illustré peu après sa prise de fonction par l'annonce (restée heureusement sans suite) de la tolérance « zéro devoir » à l'école primaire, a révélé toute la puissance de son esprit pendant la campagne législative de 2003, se révélant l'un des plus grands acrobates poujadistes du royaume (malgré lui, veut-on croire), le mémorable auteur de « *la différence entre vous, les socialistes, et nous, c'est qu'on ne met pas notre gueule (sic) sur les affiches* » et du « *boudin compote* » .

Cette triste affaire appelait une conclusion pratique. Me vint à l'esprit une première rafale de questions : « *Quelle perception ont-ils de la lutte politique si ce n'est celui d'un mauvais match de boxe, mauvais parce que truqué par les protagonistes eux-mêmes ? Quelle idée les auditeurs se font-ils d'un gouvernement étalant sur la place publique des abcès qui devraient être vidés en conseil des ministres ? Quelle image du Pouvoir politique les citoyens se construisent-ils après pareil pugilat ?* »

Puis un second chapelet de questions, moins savantes encore, plus terre à terre : « *Combien de gens comme moi n'ont accès aux questions politiques qu'à travers des filtres aussi concrets que l'épluchage de leurs carottes ou une lecture distraite d'un hebdo dans la salle d'attente du dentiste ? Si j'ai pu douter, moi, qu'Écolo ne faisait plus ou pas partie du gouvernement, combien de nos concitoyens sont dans ce cas ?* »

Moralité, pour avoir l'opinion des Wallons et des Bruxellois, il faudrait changer totalement d'angle de vue : ne plus prétendre sonder leurs âmes d'électeurs en leur posant des questions à réponse induite (du genre : « *Êtes-vous pour que les Écolos restent au gouvernement ?* ») mais opter pour des questions ouvertes, reflet de notre méconnaissance réelle de la vie politique : « *Si la gauche arrivait au pouvoir en Belgique comme les Socialistes en France en 1981, qu'est-ce qui changerait ?* »

On aurait alors un baromètre assez fiable de l'opinion politique. Mais il y a longtemps que la RTBF, qui fut pourtant naguère la chaîne d'Henri Mordant, préfère mettre les thermomètres au frigo. On a pu voir dans quelle marinade aigre-douce elle a roulé le RWF-RBF pendant la « non-campagne » législative de mai dernier et avec quels amuse-gueule elle a servi une partie des résultats.

Dans ce décor de carton-pâte, faire de la politique autrement et espérer en faire entendre quelques bribes ne nous condamne-t-il pas à élaborer une stratégie du court-circuit ?

# Démocratie et particratie à la sauce belge

Dans un Royaume qui pratique la cuisine à l'étouffée avec un art consommé, il est peu courant de voir la publication, coup sur coup, de deux ouvrages qui dénoncent un système vécu de l'intérieur. Dans son *Pouvoir enchaîné* (Labor, 2002), Alain Eraly, responsable de l'Institut de Sociologie de l'ULB et directeur de cabinet sortant à la Région bruxelloise, fustigeait déjà le gaspillage d'énergie, la stratégie du court terme, les pertes d'efficacité chroniques et le narcissisme paranoïde (sic) qui imprègnent les cabinets de Ministres totalement dépendant de leur parti respectif,

Eraly remet le couvert, en compagnie d'Alain Destexhe. Les deux compères signent un sulfureux *Démocratie ou particratie ?* (Labor, 2003). Il faut dire que le sociologue s'est adjoint un expert en bureaucratie, népotisme et trafic d'influence. On se souvient d'un Destexhe complice, sous l'œil sournois de Strip-tease, des démonstrations en carton-pâte de la Corée communiste ! Avec ce réquisitoire, Destexhe signe sans doute son suicide politique (on vous l'a dit, la cuisine à l'étouffée...).

Pour les auteurs, « *La Belgique est une démocratie au moment des élections et une particratie le reste du temps ! L'appareil d'Etat tout entier est soumis au règne des partis politiques. Cela se traduit notamment par des administrations très politisées et des parlements totalement soumis.* »

Le RWF-RBF, qui accomplit un effort d'archivage considérable, a retrouvé un article du Soir du 3.11.1995 intitulé *Particratie, le mal belgo-italien*. Lieven De Winter, chargé de cours à l'UCL, y comparait les systèmes italiens et belges : « *Les liens entre l'Etat et les citoyens sont basés sur des rapports clientélistes et pas d'abord sur le respect de valeurs. Les votes s'échangent contre des services rendus. Enfin, la culture politique est localiste : on s'identifie plus volontiers à sa propre communauté, sa paroisse qu'avec l'Etat* ». En Italie, en dépit d'une courageuse opération « Mains propres » de la magistrature contre la mafia et la corruption, les mécontents se sont laissés tenter par la bande à Berlusconi, Bossi et Fini.

Chez nous, il n'y aura pas de sursaut d'une magistrature engluée dans les affaires. Au contraire, Stevaert et Di Rupo versent dans un populisme racoleur et les libéraux francophones se spécialisent dans le poujadisme de proximité. Tout cela n'empêchera pas la Flandre de s'identifier davantage à ses beffrois et autres vlaamse klokken. C'est le sénateur Destexhe qui nous donne le mot de la fin : « Pour changer le régime il faudrait casser une véritable chape de plomb ».

Ambiance garantie au MR, rue de... Naples !

JGn.

Notre site Internet : <http://www.ifrance.com/rwf>

Notre adresse postale : RWF-RBF - BP 28 à 1050 Ixelles 1

Adresse courriel : [rwf@ifrance.com](mailto:rwf@ifrance.com) – Téléphone : 0494/486 872

### **Nos responsables**

Paul-Henry GENDEBIEN, Président du RWF-RBF, rue du Lorgnon 38 à 4990 Lierneux • Vice-Présidents : Claude HENRARD, BP 19 à 4910 Theux • Jeanine HOLSBECKS rue des Fonds 58 à 5170 Lustin • André LIBERT rue Hougaerde 24A à 6142 Leernes • Marc PHILIPPE avenue Alphonse Thomas 23 à 4257 Corswarem • Secrétaire général : Steve JACOB, BP 28 à 1050 Ixelles 1 • Secrétaire général-adjoint : Jacques LEJEUNE, rue de la Clissure 21 à 4130 Esneux.

Publications : Joël GOFFIN, rue Bayard 14 à 1420 Braine-l'Alleud.

### **Dans les arrondissements**

Tournai-Ath-Mouscron : Jean-Noël MARQUEBREUCQ, rue Asou 36 à 7500 Tournai

Mons : Yves LEBLANC, rue Prevost 34 à 7387 Roisin

Soignies-La Louvière : Max HASSELIN, avenue des Pâquerettes 9 à 7090 Braine-le-Comte

Charleroi : André LIBERT, rue Hougaerde 24A à 6142 Leernes

Thuin : Thierry DERBAUDRENGHIEN, rue de la Garenne 6 à 6536 Thuillies

Bruxelles : Marc WILMET, avenue Huysmans 174/26 à 1050 Bruxelles

Brabant Wallon: Claude THAYSE, Allée Fonds-Avaux 16 à 1400 Nivelles

Namur-Dinant : Jeanine HOLSBECKS, rue des Fonds 58 à 5170 Lustin

Liège : Marc PHILIPPE, avenue Alphonse Thomas 23 à 4257 Corswarem

Huy-Waremme : Marcel DEHALU, rue de la Pêcherie 6 à 4570 Marchin

Verviers : José CRUTZE, rue Marie-Louise 7 à 4910 Theux

Virton – Neufchâteau - Arlon – Bastogne – Marche : Francis THIRY, rue du 24 août 28 à 6724 Houdemont

### **Autres membres du Bureau exécutif**

Olivier DUBRAY, Jean-Paul CONRARDY, Etienne HUVELLE, Chantal ROMAIN, Pierre-René MÉLON, Guy PIÉRARD, Jean GRENIER, Estelle GENDEBIEN, Jeanne DEBOUVRE.

### **Cooptés au comité directeur :**

René SWENNEN, Jean-Pierre DERBAUDRENGHIEN, Guy PIERARD, Jacques LIENARD, Jean-Pierre LEVECQ.